

REPUBLIQUE FRANÇAISE — LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

Paraissant tous les Jedis à 3 heures du soir.

Matahiti 53.
N° 17.

Te Uea a te Hau no te mau Haapao raa farani i Oteania

Mahana maha
28 eperera 1904.

PREX DE L'ABONNEMENT (payable d'avance):

Intérieur—Un an....	18 fr.	Extérieur—Un an....	20
Id. Six mois..	10 »	Id. Six mois..	11 »
Id. Trois mois..	6 »	Id. Trois mois..	6 50

Un numéro: 50 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT

PREX DES ANNONCES (au comptant):

Les 20 premières lignes.....	50 c. la ligne
Au-dessus de 20 lignes.....	25 d.

Les annonces renouvelées se paient la moitié du prix de la première insertion.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

Conseil du Contentieux administratif.

Instruction pour l'application du décret du 23 octobre 1903, relatif à l'organisation du service de la justice militaire dans les troupes coloniales (suite).

Arrêté promulguant dans la colonie le décret du 15 janvier 1904 portant application de la loi du 6 avril 1897.

Arrêté promulguant dans la colonie l'instruction ministérielle du 16 octobre 1903 portant règlement sur le service et l'administration des directions et établissements d'Artillerie aux colonies, ainsi que des annexes audit règlement.

Arrêté portant désaffectation de la partie du terrain connu sous le nom de « Jardin de la troupe ».

Arrêté fixant la répartition des brigades et du personnel de la gendarmerie sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie à Tahiti.

Arrêté portant de 5,000 à 10,000 fr. le maximum de l'encaisse de l'Agence spéciale de Taravao.

Arrêté autorisant un prélèvement de 50,000 fr. sur la Caisse de réserve de la colonie.

Arrêté ouvrant divers crédits supplémentaires et d'ordre s'élevant ensemble à la somme de 111,500 francs, au titre du Service Local de Tahiti et Moorea, exercice 1903.

Arrêté rendant exécutoire le rôle supplémentaire de l'impôt dit des routes de la perception de Taravao pour le 4^e trimestre 1903.

Arrêté rendant exécutoires les rôles principaux des perceptions des Tuamotu, 1^{er} et 2^e secteurs, et des Gambier pour l'année 1904.

Arrêté rendant exécutoires divers rôles principaux des Iles-Sous-le-Vent pour l'année 1904.

Arrêté rendant exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions des Tuamotu (1^{er} secteur) et de l'archipel des Gambier pour le 4^e trim. 1903.

Arrêté rendant exécutoires les rôles principaux de l'archipel des Tuamotu (4^e secteur) pour l'année 1904.

Arrêté rendant exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour le 1^{er} trimestre 1904.

Arrêté rendant exécutoire le rôle supplémentaire des patentes de la perception des Tuamotu pour le 1^{er} trimestre 1904.

Décision autorisant la translation à Kanehi des restes mortels du sieur Ririfatu a Tavihauroa.

Nominations, Mutations Mouvements.

PARTIE NON OFFICIELLE

Chambre d'Agriculture. — Avis.

Avis au sujet des testaments olographes.

Instruction publique. — Avis.

Caisse agricole — Achats de produits.

— Consignations de vanille.

— Avis.

Mouvement commercial de Papeete.

Service postal. — Marche des courriers.

CONSEIL DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

Demande en radiation du rôle des patentes.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

Le Conseil du Contentieux Administratif des Etablissements français de l'Océanie,

Vu le décret du 5 août 1881;

Vu les articles 100 et suivants dudit décret;

Vu le décret du 7 septembre 1881;

Vu l'article 130 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu l'article 2 du décret du 21 mai 1898;

Vu la demande du sieur Fradet en date du 24 février 1904 tendant à faire déclarer que, n'exerçant pas réellement la profession de défenseur, c'est à tort qu'il a été inscrit sur le rôle des patentes de l'année 1904 pour une patente de défenseur;

Vu les avis favorables à cette demande émis les 2 et 3 mars 1904 par M. le Contrôleur des Contributions, par M. le Maire de Papeete et par M. le Chef du service des Contributions, en conformité des prescriptions de l'article 101 du décret du 5 août 1881;

Vu le rapport du 11 mars 1904 par lequel M. le Gouverneur, en réponse à la requête du sieur Fradet, soutient, au nom de l'Administration, que celui-ci ayant été nommé défenseur par décision du 25 août 1903 et ayant prêté serment le 19 novembre suivant, a été de ce fait installé régulièrement dans l'exercice de ses fonctions et doit, par conséquent, être soumis non-seulement au paiement de la patente pour l'année 1904, mais se trouve encore être passible du double de cette patente à partir de sa prestation de serment jusqu'à la fin de l'année 1903, comme ayant contrevenu aux dispositions de l'arrêté du 16 février 1881;

Vu la notification dudit rapport faite au requérant à la date du 11 mars 1904;

Vu le mémoire en réplique présenté le 17 mars suivant par le sieur Fradet qui, après avoir fait un exposé des devoirs professionnels du défenseur et développé les moyens contenus dans sa requête introductive d'instance, conclut au rejet des prétentions formulées par l'Administration;

Vu le deuxième rapport du 12 avril courant, dans lequel

M. le Gouverneur reprend, en les développant, les conclusions de son premier mémoire ;

Vu la notification du précédent rapport faite au demandeur le 12 avril 1904 ;

Vu la deuxième réplique du sieur Fradet, en date du 14 avril suivant ;

Où M. le Président en son rapport oral ;

Où M^e Langomazino dans les explications présentées au nom du requérant ;

Où M. André, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi, hors la présence des parties ;

En la forme :

Considérant que le sieur Fradet a joint à sa requête la quittance des termes échus de la contribution dont il demande décharge ; que, par conséquent, sa demande est régulièrement introduite et doit être déclarée recevable dans la forme ;

Au fond :

Considérant qu'il appartient à la juridiction chargée de statuer sur les demandes des particuliers tendant à obtenir décharge des contributions directes auxquelles ils ont été imposés, de vérifier si cet impôt a une base légale ;

Considérant que si, en matière de contributions des patentes, cette base légale ne comporte généralement qu'un seul élément qui réside dans l'existence d'un texte législatif créant légalement l'impôt, il ne saurait en être de même dans l'espèce actuelle où l'exercice de la profession de défenseur ne résulte pas seulement d'une simple constatation de faits matériels, mais doit être encore subordonné à une décision préalable prise régulièrement par l'autorité compétente, en conformité des prescriptions de l'arrêté du 17 mai 1886 portant réorganisation du corps des défenseurs ; que cette décision constitue le deuxième élément de la base légale de la contribution de la patente de défenseur, qui ne saurait être perçue que si ces deux éléments existent simultanément ; que, l'un d'eux venant à manquer, la perception devient effectivement illégale ; qu'il appartient donc au Conseil du Contentieux Administratif d'examiner avant tout la régularité des actes qui ont motivé l'inscription aux rôles dont le sieur Fradet demande aujourd'hui la radiation ;

Considérant qu'un arrêté local du 25 janvier 1883 a établi un impôt particulier pour les professions libérales et notamment pour celle de défenseur ; que le taux de ce dernier impôt pour l'année 1904, a été fixé par un arrêté du 25 novembre 1903, que ces deux arrêtés pris régulièrement par l'autorité qui, seule, avait qualité pour le faire, ne sont entachés d'aucune illégalité ; qu'il n'y a donc pas lieu de s'attacher plus longuement à l'examen de ce premier élément qui doit être déclaré valable et régulier ;

Considérant que par une décision en date du 19 août 1903, Fradet a été nommé *secrétaire de défenseur* et que, par une autre décision du 25 août suivant, il a été commissionné en qualité de *défenseur* près les tribunaux de la colonie ;

En ce qui concerne la décision du 19 août 1903.

Considérant qu'aux termes de l'article 7, paragraphe 2, de l'arrêté du 17 mai 1886, tout *défenseur* peut, en cas d'absence

ou d'empêchement, se faire remplacer par un secrétaire ; que ces fonctions de *secrétaire de défenseur* sont essentiellement temporaires et révocables ainsi que cela résulte du texte même qui les a créées et qu'elles doivent prendre fin dès que cessent l'absence ou l'empêchement qui les ont motivées ; que c'est donc à juste titre que l'exercice des dites fonctions n'a été frappé d'aucun impôt spécial ; qu'il est dès lors sans intérêt dans la cause actuelle d'examiner la légalité de cette décision du 19 août 1903 qui ne saurait, en aucun cas, donner lieu à l'application d'une contribution quelconque ;

En ce qui concerne la décision du 25 août 1903.

Considérant que les articles 5 et 6 de l'arrêté susvisé du 17 mai 1886 ont fixé les conditions requises pour pouvoir exercer comme défenseur et être inscrit, en cette qualité, au tableau dressé à cet effet par le Tribunal supérieur de Papeete ; que ces conditions, limitativement énumérées par l'arrêté, constituent des formalités substantielles qui doivent être remplies à peine de nullité, et que l'une seule d'entre elles venant à faire défaut, suffirait à entacher d'illégalité et à rendre inopérante la décision qui aurait accordé une commission de défenseur ; que dans ces conditions, il est nécessaire de rechercher maintenant si la décision du 25 août 1903 qui a nommé Fradet défenseur, a été précédée des diverses formalités dont il vient d'être parlé ;

Considérant qu'il ne ressort pas de l'examen de cette décision que le Tribunal supérieur ait été appelé à donner son avis sur la candidature de Fradet, ainsi que l'exige l'article 6 paragraphe 2 de l'arrêté du 17 mai 1886 et qu'il n'apparaît pas davantage que Fradet, qui n'exerce d'ailleurs pas de la qualité de licencié en droit, ait subi l'examen prescrit par le paragraphe 3 du même article, pour toute personne non licenciée en droit, qui sollicite l'autorisation d'exercer la profession de défenseur ; que c'est en vain que l'on alléguerait qu'antérieurement à la décision du 19 août 1903 qui l'a nommé *secrétaire de défenseur*, Fradet a subi l'examen et que le Tribunal supérieur a donné son avis sur sa candidature ; qu'il résulte, en effet, d'une délibération du Tribunal supérieur du 7 août 1903 et d'une lettre de M. le Gouverneur du 8 août suivant, que cet examen n'a été subi et cet avis émis que dans un but bien déterminé, c'est-à-dire à l'effet de conférer à Fradet le droit d'exercer les fonctions temporaires de secrétaire de défenseur et non point celles de défenseur ; que ces deux formalités remplies dans les conditions qui viennent d'être indiquées, ne sauraient, en aucun cas, suppléer celles prescrites par les règlements pour acquérir la qualité de défenseur ; qu'en effet et ainsi qu'il a déjà été établi plus haut, les fonctions de secrétaire de défenseur ont un caractère purement temporaire qui fait que l'on ne saurait équitablement exiger de ceux qui demandent à les exercer, les mêmes capacités et les mêmes garanties que l'on est en droit d'imposer à ceux qui sollicitent une commission de défenseur ; que cette considération entre inévitablement en ligne de compte lorsqu'il s'agit pour le Tribunal supérieur de se prononcer sur une candidature ou, pour la commission instituée à cet effet, de faire subir un examen ; que, par exemple, tel candidat aux fonctions de secrétaire de défenseur qui aurait bénéficié d'un avis favorable et dont l'examen aurait été déclaré suffisant aurait parfaitement pu être refusé s'il s'était présenté dans le but d'exercer ensuite la profession de défenseur ;

Considérant que cette interprétation est conforme non seulement à l'esprit mais encore à la lettre de l'arrêté du 17 mai 1886 sur les défenseurs; qu'il suffit pour s'en convaincre, de se reporter au texte du paragraphe 3 de l'article 6 dudit arrêté; que l'on y voit en effet, que tout candidat aux fonctions de défenseur, est soumis à un examen et qu'une seule exception est formellement stipulée en faveur du licencié en droit; que si le législateur avait eu l'intention d'étendre cette même exception au secrétaire de défenseur, il n'eût pas manqué de le déclarer explicitement et que l'on ne saurait dès lors le faire sans commettre une véritable violation de la loi;

Considérant, après ce qui vient d'être dit, qu'il est suffisamment établi que la décision du 25 août 1903 a été prise sans que, au préalable, Fradet ait subi l'examen exigé par l'arrêté de 1886 et sans que le Tribunal supérieur ait été appelé à émettre un avis sur sa candidature aux fonctions de défenseur; que l'omission de ces deux formalités, et sans qu'il y ait à rechercher si d'autres font également défaut, suffit à entacher d'illégalité cette décision qui ne saurait désormais constituer le deuxième élément de la base légale indispensable à toute perception d'impôt; que cette base légale étant incomplète, devient inopérante et qu'il y a lieu par conséquent de décider que c'est à tort que Fradet a été inscrit sur le rôle des patentés en qualité de défenseur;

Considérant, dès lors, qu'il est inutile d'aborder l'étude des divers moyens proposés tant par l'Administration que par le requérant et qui ne sauraient plus avoir aucune influence sur le résultat de l'instance après ce qui a été établi plus haut; qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter davantage à la demande reconventionnelle formulée par l'Administration, aucune contravention ne pouvant être relevée à la charge de Fradet,

DÉCIDE :

La requête du sieur Fradet est recevable en la forme;

Le nom du sieur Fradet sera rayé du rôle des patentés sur lequel il a été inscrit en qualité de défenseur; le Trésor colonial sera tenu, sur le vu de la présente décision, de lui restituer la somme de 116 francs 35 centimes, montant du premier trimestre de la patente, qu'il a dû verser.

Il n'y a pas lieu de déclarer le sieur Fradet passible du double de la patente de défenseur, du 19 novembre 1903 jusqu'à la fin de la même année.

Ainsi fait et prononcé en audience publique du vingt avril mil neuf cent quatre, où siégeaient :

MM. Charlier, Chef du Service Judiciaire, *Président*, en vertu d'une décision de M. le Gouverneur *p. i.*, portant la date du 8 février 1904;

Vidal, Commis-Principal des Secrétariats Généraux, nommé, par décision du 14 avril 1904, membre du Conseil du Contentieux pour l'audience de ce jour;

Vincent, Conseiller privé titulaire;

Martin, *id.* suppléant, en remplacement de M. Poroi, Conseiller privé titulaire, malade;

Pietri, *Président p. i.* du Tribunal Supérieur;

Horville, Juge-Président *p. i.* du Tribunal de 1^{re} Instance de Papeete; ces deux derniers désignés par décision du 18 décembre 1903 pour faire partie du Conseil privé constitué en Conseil du Contentieux administratif pour l'année 1904;

André, Commissaire de 1^{re} classe des Troupes Coloniales, *Commissaire du Gouvernement*;

Girard, Secrétaire-Archiviste, *Greffier*.

Le Greffier,

GIRARD.

Le Président-rapporteur,
E. CHARLIER.

Instruction pour l'application du décret du 23 octobre 1903, relatif à l'organisation du service de la justice militaire dans les troupes coloniales.

(SUITE.)

MM. les Gouverneurs généraux et Gouverneurs des colonies principales devront examiner cette question de concert avec les commandants supérieurs, et, après avoir suivi attentivement pendant un an le fonctionnement des nouveaux conseils de revision, ils feront connaître au Ministre de la Guerre, par l'intermédiaire du Ministre des Colonies, dans un rapport motivé adressé à la suite de l'inspection générale de 1904, leur avis au sujet du maintien ou de la suppression du conseil de revision de leur groupe.

CHAPITRE III.

DES CONSEILS DE GUERRE ET DES CONSEILS DE REVISION DANS LES COLONIES DÉCLARÉES EN ÉTAT DE SIÈGE ET DANS LES PLACES DE GUERRE DES COLONIES ASSIÉGÉES OU INVESTIES.

Art. 11. Dans le décret du 4 octobre 1889, on avait prévu que, dans le cas d'état de siège, les attributions judiciaires des gouverneurs passaient au « commandant de l'état de siège ». Il en serait résulté qu'après avoir proclamé l'état de siège, comme l'article 3 de la loi du 9 août 1849 lui en donne le droit, le Gouverneur aurait, en quelque sorte, abdiqué entre les mains du commandant des troupes et se serait affranchi de toute responsabilité au sujet des conséquences de l'état créé par lui.

Il n'a pas paru possible de maintenir une disposition de cette nature.

Si l'état de siège a pour effet de faire passer à l'autorité militaire tous les pouvoirs dont l'autorité civile était revêtue pour le maintien de l'ordre et de la police et d'étendre la compétence des conseils de guerre aux crimes et délits contre la sûreté de l'Etat, contre la Constitution et contre l'ordre et la paix publics, dont l'autorité militaire juge utile de se saisir, il s'agit de savoir qui, aux colonies, représente l'autorité militaire sous ce rapport ?

Or, d'après la loi du 7 juillet 1900, les Gouverneurs ont, sous leur haute autorité, les commandants des troupes; d'autre part, d'après le décret, on leur donne la direction supérieure de la justice militaire; il semble donc qu'en cas d'état de siège, c'est entre les mains du Gouverneur que doivent être centralisés les pouvoirs spéciaux dévolus par la loi de 1849 à l'autorité militaire, et le fait que c'est le Gouverneur qui se donnera lui-même ces pouvoirs ne saurait y faire obstacle, puisque la situation est la même dans les places fortes lorsque le commandant de la place déclare l'état de siège en vertu de la loi du 10 juillet 1791.

L'article 11 du décret maintient, en conséquence, dans l'état de siège, aux autorités coloniales, les pouvoirs judiciaires qui leur sont dévolus en temps normal, mais en faisant exercer respectivement, par le Gouverneur de la colonie en état de siège et par le commandant des détachements de troupe de cette colonie, les attributions conférées par les articles 6 et 7 au Gouverneur général ou au Gouverneur de la colonie principale du groupe et au commandant supérieur des troupes.

De plus, par analogie avec ce qui se passe dans les places assiégées ou investies, les Gouverneurs des colonies en état de siège auront le droit, soit de déplacer les tribunaux militaires dont la colonie serait pourvue, soit de créer ceux qui seraient nécessaires à la colonie pour que le service de la justice militaire y soit assuré d'une manière rapide et autonome, sans avoir à recourir aux conseils de guerre normaux siégeant dans d'autres colonies.

Art. 12. L'article 12 vise les places des colonies qui seront assiégées ou investies; toutes les prescriptions du Code de justice militaire concernant les places dans cette situation doivent alors être intégralement appliquées et le commandant de la place doit avoir tous les pouvoirs judiciaires.

CHAPITRE IV.

DES CONSEILS DE GUERRE ET DES CONSEILS DE REVISION DANS
LES TROUPES D'OPÉRATIONS AUX COLONIES OU DANS LES PAYS
DE PROTECTORAT.

Art. 13. L'article 13 traite de l'organisation du service de la justice militaire dans les troupes qui sont appelées à exécuter des opérations de guerre aux colonies ou dans les pays de protectorat.

Dans ce cas, l'on doit appliquer sans restriction toutes les dispositions du Code relatives à la compétence, à la composition des conseils de guerre et de revision aux armées et à la procédure devant ces conseils.

Conformément à l'article 33 du Code, il appartiendra au Ministre de la guerre de prescrire, s'il le juge utile, par arrêté rendu après entente avec le Ministre des colonies, la constitution dans le corps d'opérations, selon son effectif, de conseils de guerre de *détachement*, de *division*, de *corps d'armée* ou d'*armée*, ayant respectivement la compétence prévue par les articles 65, 66 et 67, et fonctionnant sous la direction exclusive des commandants des formations correspondantes.

Le Ministre de la guerre ordonnera aussi, s'il y a lieu, d'accord avec le Ministre des colonies, la création, au quartier général du commandant en chef, d'un conseil de revision dans les conditions fixées par les articles 38 à 51, à moins que le droit de recours n'ait été suspendu par décret rendu en conseil des Ministres, conformément au § 2 de l'article 71.

Le Ministre de la guerre peut, d'ailleurs, ne pas constituer de conseil de revision spécial des troupes d'opérations, en rattachant celles-ci, conformément à l'article 42, au conseil de revision permanent du groupe de colonies correspondant ou d'un groupe voisin. Il peut aussi ne pas y constituer de conseils de guerre spéciaux, en laissant le corps d'opérations sous la juridiction des conseils de guerre normaux du groupe ou en le rattachant à des conseils de guerre permanents des colonies ou de la métropole désignés à cet effet.

En tout cas, le Ministre de la guerre fixe, après entente avec le Ministre des colonies, les conseils de guerre permanents auxquels seront rattachées les troupes d'opérations, soit quand il y aura impossibilité de constituer les tribunaux d'armée faute de juges du grade requis pour le jugement d'un officier (§ final de l'art. 35), soit pour juger les officiers échappant par leur grade à la compétence des tribunaux d'armée, par exemple les officiers supérieurs, si le corps d'opérations, étant inférieur à un corps d'armée, n'a qu'un conseil de détachement ou de division, qui, d'après l'article 65, n'est compétent qu'à l'égard des inculpés jusqu'au grade de capitaine inclus.

De plus, on a cru nécessaire de prévoir le cas d'urgence où, les opérations ayant dû être engagées inopinément, le Ministre de la guerre ne pourrait pas donner à temps les ordres ci-dessus; dans ce cas, ces ordres seraient donnés par le gouverneur général ou le gouverneur de la colonie principale du groupe où se forme le corps d'opérations, après avis du commandant supérieur des troupes de ce groupe, par délégation du Ministre de la guerre et à charge d'en rendre compte le plus tôt possible.

Lorsque des inculpés d'un corps d'opérations doivent être jugés par un conseil de guerre permanent, le Code ne spécifie pas quelle est la procédure à suivre; mais il paraît résulter de l'ensemble de ses dispositions que le commandant du corps d'opérations devra adresser la plainte, avec, s'il y a lieu, les actes de police judiciaire exécutés sur place, à l'autorité dont relève le conseil à saisir, en même temps qu'il fera mettre l'inculpé à sa disposition, et que c'est à cette autorité qu'il appartiendra de poursuivre l'affaire, en donnant l'ordre d'informer, puis, le cas échéant, l'ordre de mise en jugement, selon les formes de procédure normales.

(A suivre.)

ARRÊTÉ promulguant dans la colonie le décret du 15 janvier 1904 portant application de la loi du 6 avril 1897.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Vu la dépêche ministérielle en date du 1^{er} février 1904;

Sur le rapport du Chef du Service Judiciaire;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est promulgué dans la colonie, pour y être exécuté selon ses formes et teneur, le décret du 15 janvier 1904 portant application de la loi du 6 avril 1897, modificative de l'article 174 du Code d'instruction criminelle.

Art. 2. Le Chef du Service Judiciaire est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur:

Le Chef du Service Judiciaire,

E. CHARLIER.

RAPPORT au Président de la République Française.

Paris, le 15 janvier 1904.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, — Une loi du 6 avril 1897 a modifié pour la métropole les dispositions de l'article 174 du code d'instruction criminelle, relatif à l'appel des jugements de simple police.

La modification consacrée consiste dans la suppression de la formalité de la signification, avant exécution, des jugements contradictoires en matière de simple police.

Cette loi a été rendue applicable en Indo-Chine par un décret du 9 novembre 1897, et, par un autre décret du 12 du même mois, elle a été promulguée également à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion.

L'expérience a démontré que l'application de ladite loi dans toutes nos autres possessions d'outre-mer serait de la plus grande utilité: c'est aux colonies surtout qu'il importe de simplifier la procédure autant que possible.

J'ai l'honneur, en conséquence, d'accord avec M. le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, de soumettre à votre haute sanction le projet de décret ci-joint.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des Colonies,
GASTON DOUMERGUE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 6 avril 1897, modifiant les dispositions de l'article 174 du Code d'instruction criminelle;

Vu le décret du 9 novembre 1897, portant promulgation en Indo-Chine de ladite loi du 6 avril 1897;

Vu le décret du 12 novembre 1897, portant promulgation de la même loi à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion;

Sur le rapport du Ministre des Colonies et du Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Est promulguée dans toutes les colonies, autres que la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion et l'Indo-Chine, où elle est déjà applicable, la loi du 6 avril 1897, modificative de l'article 174 du Code d'instruction criminelle.

Art. 2. Le Ministre des Colonies et le garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié aux journaux officiels de la métropole et de chacune des colonies intéressées et au *Bulletin des Lois* et au *Bulletin officiel* du Ministère des Colonies.

Fait à Paris, le 15 janvier 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Colonies, Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
GASTON DOUMERGUE. E. VALLÉ.

ARRÊTÉ promulguant dans la colonie l'instruction ministérielle du 16 octobre 1903 portant règlement sur le service et l'administration des directions et établissements d'Artillerie aux colonies, ainsi que des annexes audit règlement.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885;

Vu l'arrivée dans la colonie d'un nouveau règlement et de ses annexes destinés à remplacer le règlement du 16 mars 1877 sur les directions d'Artillerie et à coordonner les divers actes applicables à ces établissements;

Sur le rapport du Chef du Service Administratif;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est promulguée dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutée selon ses forme et teneur, l'instruction ministérielle portant règlement sur le service et l'administration des directions et établissements d'Artillerie aux colonies, en date du 16 octobre 1903.

Sont également promulguées dans les mêmes formes et conditions les annexes :

Série A, n^{os} 1 à 12.

Série B, n^{os} 5, 6 et 7.

Série D, n^{os} 1 à 6.

Art. 2. L'instruction du 16 octobre 1903 et ses annexes sont déposées à la disposition des intéressés dans les bureaux du Chef du service Administratif et dans ceux du Lieutenant d'Artillerie, Chef d'annexe.

Art. 3. Le Chef du Service Administratif est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la colonie.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Administratif,
ED. ANDRÉ.

ARRÊTÉ portant désaffectation de la partie du terrain connu sous le nom de « Jardin de la Troupe ».

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1885 portant classement des domaines des services Marine, Colonial et Local à Tahiti et notamment le tableau des immeubles appartenant au service Local;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1902 désaffectant une partie du terrain dit du « Jardin de la Troupe », et en faisant remise au service Local pour la construction des bâtiments d'une école primaire supérieure;

Vu la réduction notable des effectifs de la garnison;

Attendu que le détachement d'Infanterie peut avoir à sa disposition, pour améliorer l'ordinaire des hommes, le terrain occupé jusqu'à ce jour par le détachement d'Artillerie et aménagé en jardin potager;

Considérant, par suite, que le terrain du service Local connu sous le nom de « Jardin de la Troupe » et occupé jusqu'à ce jour par le détachement d'Infanterie peut, sans inconvénient, être repris par l'Administration locale pour être occupé par elle;

Sur la proposition du Chef du service Administratif et après avis du Lieutenant Commandant les détachements et du Receveur des Domaines;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. La partie du terrain connu sous le nom de « Jardin de la Troupe » et inscrit sous cette dénomination dans le tableau des immeubles du service Local, annexé à l'arrêté du 26 septembre 1885, encore occupée par le détachement d'Infanterie et aménagée par ses soins en jardin potager, cessera d'être à la disposition dudit détachement à compter du 1^{er} juin 1904.

Art. 2. L'occupant pourra transporter sur un autre emplacement les produits de culture et les constructions démontables qui peuvent être enlevées sans détérioration de l'immeuble.

Art. 3. Le Chef du service Administratif, le Receveur des Domaines et le Lieutenant commandant les détachements, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la colonie.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service Administratif,
ED. ANDRÉ.

Le Lieutenant Commandant
les détachements,

Le Receveur des Domaines,
E. VERMEERSCH.

LE MAGUET.

ARRÊTÉ fixant la répartition des brigades et du personnel de la gendarmerie sur le territoire des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu l'article 59 du décret du 28 décembre 1885, sur le Gouvernement de la colonie;

Vu le décret du 9 janvier 1904;

Sur la proposition du Lieutenant, commandant le détachement

de gendarmerie, et après avis conforme du Chef du Service Judiciaire :

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. La répartition des brigades et du personnel du détachement de gendarmerie de l'Océanie, est fixée comme suit :

Désignation des brigades.		Officier.	Maréchal des logis chef.	Maréchal des logis comptable.	Maréchaux des logis.	Brigadiers.	Gendarmes.	Postes détachés.	Observations.
Iles Tahiti, Sous-le-Vent et Tuamotu.	Lieutenant Commandant.....	1							(1) Le Maréchal des logis comptable sera à la disposition de l'Administration pour être détaché.
	Maréchal des logis comptable..			1 (1)					
	Papeete.....	1	1				4	Tubuai..... 1 gendarme. Moorea..... 1 gendarme.	
								Iles-Sous-le-Vent { Raiatea... 1 gendarme. Bora-Bora... 1 id.	
	Papeete.....	1				1	4	Rotoava... 1 brigadier. Tuamotu... { Hao..... 1 gendarme. Raroia.... 1 id.	
					1		3	Oté Ouest. { Papara... 1 gendarme. Oté Est... { Papenoo.. 1 id.	
						1	3	Nuka-Hiva { Atiheu... 1 gendarme. Ua-Pu..... 1 id. Ua-Uka.... 1 id.	
								Hiva-Oa... { Hanaiapa. 1 gendarme. Puamau... 1 id.	
					1		4	Tauata.... Vaitahu... 1 id. Fatuhiya.. Omoa.... 1 id.	
	Totau.....	5	1	1	2	2	18		
									Total général.... 25 Prévus pour absences..... 2 Effectif... 27

RÉCAPITULATION

		Officier	Maréchal des Logis Chef.	Maréchal des Logis Comptable	Maréchaux des Logis.	Brigadiers.	Gendarmes.	Total.	Observations.
En résidence à	Papeete.....	I	I	(1) I			2	5	(1) Détaché.
	Taravao.....				I		1	2	
	Taiohae.....					I		1	
	Atuana.....				I			1	
Détachés dans les postes.....						I	15	16	
Totaux.....		I	I	I	2	2	18	25	
		I						25	

Art. 2. Le présent arrêté prendra cours, pour l'administration et la comptabilité du détachement de gendarmerie, à compter du 1^{er} avril 1904 et sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ portant de 5,000 à 10,000 francs le maximum de l'encaisse de l'Agence spéciale de Taravao.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 1890 réorganisant le service des Agents spéciaux ;

Vu les paiements importants à faire, dans la circonscription de Taravao, pour le service des Travaux publics ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Le maximum de l'encaisse de l'Agence spéciale de Taravao est porté de 5,000 à 10,000 francs.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ autorisant un prélèvement de 50.000 fr. sur la Caisse de réserve de la colonie.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Attendu que le reliquat de la provision constituée dans la Métropole pour le paiement des dépenses du service Local de l'exercice 1903 qui s'élevait, au 31 janvier dernier, à une somme de 79.165 fr. 53 bien supérieure aux besoins du service, ne pourra être réintégré au profit dudit exercice qu'au mois de juin prochain et qu'il n'est pas possible de retarder jusqu'à cette époque le mandatement des dépenses engagées dans la colonie ;

Vu l'insuffisance momentanée, pour le motif ci-dessus indiqué, des recettes du service Local de Tahiti et Moorea pour l'exercice 1903 ;

Vu l'article 99 du décret du 20 novembre 1882 sur le régime financier des Colonies ;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 25 avril 1904 ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est autorisé un prélèvement sur la Caisse de réserve de la colonie d'une somme de cinquante mille francs, pour faire face à l'insuffisance des recettes du service Local de Tahiti et Moorea pour l'exercice 1903.

Il en sera fait recette au titre du chapitre 3 : *Produits divers et Recettes à différents titres. (Recettes diverses).*

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ ouvrant divers crédits supplémentaires et d'ordre s'élevant ensemble à la somme de : cent onze mille cinq cents francs, au titre du Service Local de Tahiti et Moorea, exercice 1903.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Vu l'article 295 du règlement du 14 janvier 1869 sur la comptabilité publique ;

Vu le décret du 19 mai 1903 créant un Conseil consultatif en remplacement du Conseil général ;

Vu l'avis favorable émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 25 avril 1904 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Il est ouvert, au budget local de Tahiti et Moorea, exercice 1903, des crédits supplémentaires et d'ordre s'élevant ensemble à la somme de cent onze mille cinq cents francs, en faveur des chapitres énoncés ci-après :

CHAPITRE 5. — JUSTICE.

Pour solder divers magistrats nommés à titre intérimaire, en remplacement des titulaires en congé dans la Métropole. 6.500^f »

CHAPITRE 9. — TRAVAUX PUBLICS.

Réparation de la route de ceinture. — Construction d'un pont métallique sur la rivière Vairaharaha. — Achat de bois de construction..... 75.000 »

CHAPITRE 10. — DÉPENSES D'ORDRE.

Avances aux agents spéciaux de Taravao et Moorea..... 30.000 »

Total général..... 111.500^f »

Art. 2. Il sera pourvu à ces divers crédits au moyen des ressources de l'exercice 1903.

Art. 3. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle supplémentaire de l'impôt dit des routes de la perception de Taravao pour le 4^e trimestre 1903.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 1902 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1903 ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire de l'impôt dit des routes de la perception de Taravao, pour le 4^e trimestre 1903, s'élevant à la somme de vingt-quatre francs dix centimes, savoir :

Impôt dit des routes..... 24^f »
Frais d'avertissement..... 0 10

Total..... 24^f 10

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles principaux des perceptions des Tuamotu, 1^{er} et 2^e secteurs et de l'archipel des Gambier pour l'année 1904.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 23 mai 1884 sur la perception des impôts dans les archipels;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1903 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1904;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles principaux des perceptions indiquées ci-après, pour l'année 1904, s'élevant ensemble à la somme de *trente mille six cent seize francs quarante-sept centimes*, et au chiffre de *mille trois cent cinquante-six journées* de prestation rurale, savoir :

Perception des Tuamotu.

(1^{er} secteur).

Patentes fixes.....	1.731 14	
— proportionnelles.....	786 25	
Formules.....	453 75	
Frais d'avertissement.....	3 »	
		2.674 ^f 14

Taxe sur les chiens.....	890 »	
Impôt dit des routes.....	7.008 »	
Frais d'avertissement.....	32 10	
		7.930 10

(2^e secteur).

Patentes fixes.....	3.395 ^f 83	
— proportionnelles.....	886 25	
Formules.....	243 75	
Frais d'avertissement.....	4 50	
		4.530 33

Impôt dit des routes.....	8.688 »	
Frais d'avertissement.....	36 20	

Taxe sur les chiens.....	960 »	
Frais d'avertissement.....	8 70	
		968 70

Total de l'archipel des Tuamotu (1^{er} et 2^e secteurs).. 24.827^f 47

Archipel des Gambier.

Taxe sur les chiens.....	270 »	
Impôt dit des routes.....	5.496 »	
Frais d'avertissement.....	23 »	
		5.789 »

Total de l'archipel des Gambier..... 5.789 »

Total général..... 30.616^f 47

Prestation rurale.

Archipel des Gambier..... 1.356 journées.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ rendant exécutoires divers rôles principaux des Iles-Sous-le-Vent pour l'année 1904.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR *p. i.* DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 23 mai 1884 sur la perception des impôts dans les archipels;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1903 rendant exécutoire le tarif des taxes à percevoir pendant l'année 1904;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles principaux de l'archipel des Iles-Sous-le-Vent, pour l'année 1904, s'élevant ensemble à la somme de *quarante mille deux cent soixante-huit francs quarante centimes*, et au chiffre de *quatorze mille neuf cent dix journées* de prestation rurale, savoir :

Perception de Raiatea-Tahaa.

Impôt dit des routes.....	20.160 »	
Frais d'avertissement.....	84 »	
		20.244 ^f »
Taxe sur les chiens.....	2.370 »	
Frais d'avertissement.....	15 10	
		2.385 10

Total de la perception de Raiatea-Tahaa... 22.629^f 10

Perception de Huahine.

Impôt dit des routes.....	7.728 »	
Rachat de journées de prestations.....	12 50	
Frais d'avertissement.....	32 20	
		7.772 ^f 70
Taxe sur les chiens.....	1.400 »	
Frais d'avertissement.....	9 40	
		1.409 40

Total de la perception de Huahine..... 9.182 10

Perception de Borabora-Maupiti.

Impôt des routes.....	7.920 »	
Frais d'avertissement.....	33 »	
		7.953 »
Taxe sur les chiens.....	500 »	
Frais d'avertissement.....	4 20	
		504 20

Total de la perception de Borabora-Maupiti. 8.457 20

Total général..... 40.268^f 40

Prestation rurale.

Perception de Raiatea-Tahaa.....	8.400 journées.
— de Huahine.....	3.210 journées.
— de Borabora-Maupiti.....	3.300 journées.
Total.....	14.910 journées.

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

28 avril 1904.

139

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles supplémentaires de la perception des Tuamotu (1^{er} secteur) et de l'archipel des Gambier pour le 4^e trimestre 1903.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 10 août 1899 relatif à l'organisation administrative et financière des îles Marquises, des îles Tuamotu et des îles Gambier, Tubuai, Raivavae et Rapa ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 23 mai 1884 sur la perception des impôts dans les archipels ;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1902 rendant exécutoires les tarifs des taxes à percevoir au profit des îles Tuamotu, et des îles Gambier pendant l'année 1903 ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires de la perception des Tuamotu (1^{er} secteur) et de l'archipel des Gambier pour le 4^e trimestre 1903, s'élevant ensemble à la somme de *huit cent neuf francs treize centimes*, savoir :

Perception des Tuamotu (1^{er} secteur).

Impôt dit des routes.....	120 »
Patentes fixes.....	360 32
— proportionnelles....	108 75
Formules.....	75 »
Frais d'avertissement.....	3 30
	<u>667 37</u>

Total de la perception des Tuamotu (1^{er} secteur).. 667^f 37

Archipel des Gambier.

Patentes fixes.....	83 36
— proportionnelles.....	17 50
Formules.....	40 »
Frais d'avertissement.....	0 90
	<u>141 76</u>

Total de la perception des Gambier..... 141 76

Total général..... 809^f 13

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles principaux de l'archipel des Tuamotu (4^e secteur), pour l'année 1904.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882 ;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes ;

Vu l'arrêté du 23 mai 1884 sur la perception des impôts dans les archipels ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1903 rendant exécutoire le tarif des taxes à percevoir pendant l'année 1904 ;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie ;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires de de l'archipel des Tuamotu (4^e secteur), pour l'année 1904, s'élevant ensemble à la somme de *huit mille huit cent soixante-onze francs vingt-un centimes*, savoir :

Archipel des Tuamotu.

Année 1904.

(4^e secteur. — Hao.)

Patentes fixes.....	356 ^f 23
— proportionnelles.....	180 83
Formules.....	41 25
Frais d'avertissement.....	1 10
	<u>579 41</u>

Impôt dit des routes.....	5.232 »
Frais d'avertissement.....	21 80
	<u>5.253 80</u>

Taxe sur les chiens.....	320 »
Frais d'avertissement.....	2 80
	<u>322 80</u>

(4^e secteur. — Fakahina.)

Patentes fixes.....	21 88
— proportionnelles.....	19 37
Formules.....	26 25
Frais d'avertissement.....	0 70
	<u>328 20</u>

Impôt dit des routes.....	840 »
Frais d'avertissement.....	3 50
	<u>843 50</u>

Taxe sur les chiens.....	190 »
Frais d'avertissement.....	1 80
	<u>191 80</u>

(4^e secteur. — Amanu.)

Patentes fixes.....	125 »
— proportionnelles.....	40 »
Formules.....	15 »
Frais d'avertissement.....	0 40
	<u>180 40</u>

Impôt dit des routes.....	1.056 »
Frais d'avertissement.....	4 40
	<u>1.060 40</u>

Taxe sur les chiens.....	110 »
Frais d'avertissement.....	0 90
	<u>110 90</u>

Total général..... 8.871^f 21

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ rendant exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions de Papeete, Taravao et Moorea, pour le 1^{er} trimestre 1904.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu le décret du 16 juin 1892 sur la taxe des chiens;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1903 rendant exécutoire le tarif des taxes locales à percevoir pendant l'année 1904;

Vu le § 2 de l'article 25 du décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus exécutoires les rôles supplémentaires des perceptions indiquées ci-après, pour le 1^{er} trimestre 1904, s'élevant ensemble à la somme de *cinq mille six cent soixante-neuf francs vingt-huit centimes*, savoir :

Perception de Papeete.

Patentes fixes.....	2.038 55
— proportionnelles.....	583 62
Formules.....	78 75
Frais d'avertissement.....	1 50

2.702 42

Impôt dit des routes.....	984 »
Frais d'avertissement.....	4 10

988 10

Taxe sur les chiens.....	120 »
Frais d'avertissement.....	0 50

120 50

Total de la perception de Papeete..... 3.811^f02

Perception de Taravao.

Patentes fixes.....	487 50
— proportionnelles.....	175 01
Formules.....	26 25
Frais d'avertissement.....	0 60

689 36

Impôt dit des routes.....	984 »
Frais d'avertissement.....	4 10

988 10

Taxe sur les chiens.....	170 »
Frais d'avertissement.....	0 70

170 70

Total de la perception de Taravao..... 1.868 16

Perception de Moorea.

Taxe sur les chiens.....	10 »
Frais d'avertissement.....	0 10

10 10

Total de la perception de Moorea..... 10 10

Total général..... 5.689^f28

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

ARRÊTÉ rendant exécutoire le rôle supplémentaire des patentes de la perception des Tuamotu pour le 1^{er} trimestre 1904.

(Du 27 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu les articles 208 et 209 du décret financier du 20 novembre 1882;

Vu l'arrêté du 16 février 1881 sur l'assiette, la liquidation et la perception des contributions directes;

Vu l'arrêté du 23 mai 1884 sur la perception des impôts dans les archipels;

Vu l'arrêté du 15 décembre 1902 autorisant l'emploi du sca-phandre dans un certain nombre d'îles des Tuamotu;

Vu l'arrêté du 26 novembre 1903 rendant exécutoire le tarif des taxes à percevoir pendant l'année 1904;

Le Conseil privé entendu,

ARRÊTE :

Art. 1^{er}. Est rendu exécutoire le rôle supplémentaire des patentes de la perception des Tuamotu, pour le 1^{er} trimestre 1904, s'élevant à la somme de *quatre-vingt quatorze mille six cent cinquante-neuf francs soixante centimes*, savoir :

Patentes fixes.....	94.500 ^f »
Formules.....	157 50
Frais d'avertissement.....	2 10
Total.....	94.659 ^f 60

Art. 2. Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, en enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1904.

HENRI COR.

DÉCISION autorisant l'exhumation et le transport de Tetamanu (île Fakarava) à Kauehi des restes mortels du sieur Ririfatu à Tavihauoroa.

(Du 22 avril 1904.)

LE GOUVERNEUR p. i. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie,

Vu le décret du 28 décembre 1885 sur le Gouvernement de la colonie; ensemble l'arrêté du 10 septembre 1901 réglant les dispositions relatives aux exhumations et inhumations;

Vu la demande formulée par le sieur Tumona a Ririfatu, de Kauehi (Tuamotu), en vue d'obtenir la translation, dans cette localité, des restes mortels de son père Ririfatu a Tavihauoroa, inhumé à Tetamanu (Fakarava);

Après avis conforme du Directeur du service de Santé,

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. Est autorisée la translation, à Kauehi, des restes mortels du sieur Ririfatu a Tavihauoroa, inhumé à Tetamanu (Fakarava).

Art. 2. L'exhumation et la réinhumation devront avoir lieu en présence du président du conseil du district qui dressera procès-verbal de l'opération et l'adressera au Chef de la colonie. Toutefois, avant de procéder à l'opération, le chef de Fakarava devra s'assurer de l'identité de la personne dont l'exhumation est accordée et le consigner dans son procès-verbal.

Art. 3. La présente décision sera communiquée et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 22 avril 1904.

HENRI COR.

MUTATIONS, NOMINATIONS, MOUVEMENTS

Par arrêté du Ministre de l'Agriculture en date du 31 janvier 1904, ont été nommés Chevalier du Mérite agricole :

MM. Manlius (E. H. M.), négociant agriculteur aux îles Marquises;

Gaudin (C. B.), agriculteur, conseiller municipal à Papeete.

Par décision du Gouverneur en date du 23 avril 1904, M. Chevalier (Laurent), ex-instituteur à Faan, a été désigné pour prendre la direction de l'école publique de Papara, en remplacement de M. Ouetepahunni à Tamatoa, appelé à continuer ses services à Rikitea (Gambier).

M. Hoarai a Fiu, élève de l'école primaire supérieure, pourvu du brevet de capacité pour l'enseignement primaire, a été nommé instituteur stagiaire de 2^e classe à l'école publique de Papara.

Par décision du Gouverneur en date du 26 avril 1904, le sous-brigadier de police Galenon a été révoqué de ses fonctions.

PARTIE NON OFFICIELLE

COMMUNICATIONS DIVERSES

CHAMBRE D'AGRICULTURE DE PAPEETE

AVIS

Il est rappelé au public qu'une prime de dix francs est allouée à toute personne présentant au Président de la Chambre d'Agriculture une paire de pattes d'épervier et que la destruction de ces oiseaux de proie est autorisée, même au moyen d'armes à feu.

Le Président de la Chambre d'Agriculture,
H. LANGOMAZINO.

AVIS

La Chambre d'Agriculture ayant besoin d'une centaine de merles des Moluques, il sera donné une prime de deux francs par paires de ces oiseaux qui seront remises à son Secrétaire-rédacteur, M. G. Malardé.

Le Président de la Chambre d'Agriculture,
H. LANGOMAZINO.

AVIS

Le public est prévenu que l'arrêté du 23 mars 1904 ne concerne en aucune façon les bons de la Caisse Agricole et que ces bons continuent à avoir cours légal dans la colonie, conformément à l'arrêté du 23 décembre 1901.

Le Secrétaire-Trésorier de la Caisse agricole,
LOUIS.

AVIS

Le public est informé que les fonds dont disposait la Caisse Agricole étant placés, les prêts de toute nature que pourra accorder cet Établissement sont provisoirement limités pour chacun à une valeur de mille francs.

Le Secrétaire-trésorier de la Caisse agricole,
LOUIS.

Mouvement commercial du Port de Papeete.

Du 11 au 17 avril 1904.

NAVIRES ENTRÉS.

11 avril. — Goëlette française *Harriet*, de 15 ton., patron Hutia, venant des Îles-Sous-le-Vent; 2 passagers indigènes : Enoha et Manu. — Chargement : 20,500 kilos coprah — 20 paniers huîtres — 1 matelas — 2 floberts.

11 avril. — Goëlette française *Eclairer*, de 20 ton., patron Tau-piri, venant de Atimaono. — Chargement : 20 stères bois à brûler — 2 sacs maïs — 1 lot fruits et vivres frais.

12 avril. — Goëlette française *Tarava*, de 40 ton., patron Marcantoni, venant des Îles-Sous-le-Vent. — Chargement : 7,000 kilos coprah — 1,500 kilos patates douces — 1,000 kilos biches de mer — 150 kilos vanille — 250 kilos fungus — 2 vaches — 50 sacs soie végétale — 1 lot produits divers.

14 avril. — Goëlette française *Papeete*, de 125 ton., capitaine Ferrand, venant des Gambier avec cale aux Tuamotu; 6 passagers : MM. Micheli, Bailly, Uri, Mariasoucé, Tuatini, Taria. — Chargement : sur lest.

15 avril. — Goëlette française *Tauturu*, de 28 ton., patron Fariua, venant des Tuamotu; 26 passagers : MM. Niggo, Mauria, Poaru, Ruru, Marae, Taurua, Tanupou, Teiva, Tane, Terauira, Metua, Turufaite, Mamoe, Patua, Rima, Taata, Faatoa, Simon et 2 enfants, Mmes Mamoe, Patua, Rima, Taata, Faatoa, Simon. — Chargement : 28,249 kilos nacres.

16 avril. — Goëlette française *Tahiti*, de 20 ton., patron Ch. Olsen, venant de Teahupoo. — Chargement : sur lest.

NAVIRES SORTIS

12 avril. — Goëlette française *Tahiti*, de 20 ton., patron Ch. Olsen, allant à Atimaono et Teahupoo. — Chargement : 495 kilos farine — 128 kilos cassonade — 90 kilos riz — 30 kilos fécule de manioc — 36 kilos biscuits de mer — 60 kilos huile de schiste — 110 kilos savon — 111 colis machines et accessoires — 1 lot marchandises diverses.

14 avril. — Goëlette française *Roberta*, de 105 ton., capitaine Capell, allant aux Tuamotu; 45 passagers : N. Brander, C. Smidt, J. Gibson, Cummings, J. Brander, P. Meuel, Avae, Ken, Teiho, Timi, Atonio, Aveo, Tawro, Maratai, Mauri, Aono, Tepuniga, Pahoa, Rua, Tepakora, Teava, Tetua, Temataua, Pipi, Teiaia, Teuiaou, Tinirau, Tere, Motu, Poata, Matagi, Teritahi, Teuira, Aono, Pahi, François Keck, Tiatia, Taiahua, Rai, Teuira, Otau, Rima, Rioux, Tefau a Manu. — Chargement : 4,095 kilos farine — 2,294 kilos riz — 1,206 kilos biscuits de mer — 2,856 kilos conserves diverses — 151 kilos pommes de terre — 211 kilos oignons — 500 kilos viandes salées — 2,252 kilos cassonade — 2,160 kilos saumon en boîtes — 786 kilos biscuits de dessert — 362 kilos fruits au jus — 663 kilos

savon — 68 kilos beurre et fromage — 51 litres miel — 70 kilos mastic — 86 litres rhum — 35 litres vinaigre — 37 litres huile d'olive — 122 kilos légumes en boîtes — 198 kilos confiture — 165 kilos sel — 180 kilos cordage — 225 kilos légumes secs — 40 kilos thé — 150 kilos huile de schiste — 11 mètres cubes bois de construction — 1 lot marchandises diverses.

15 avril. — Goëlette française *Harriet*, de 15 ton., patron Hutia, allant aux Iles-Sous-le-Vent; 11 passagers : MM. Terai, Tuterai, Toofa, Tauaia, Puhure, Punaa, J. Petis, Mmes Terai, Tahua, Tane, Pupure. — Chargement : 3,600 kilos farine — 198 kilos biscuits de mer — 40 kilos oignons — 42 kilos haricots — 235 kilos saindoux — 326 litres vin — 83 kilos conserves diverses — 30 kilos peinture — 128 kilos viande salée — 530 kilos savon — 300 kilos huile de schiste — 604 mètres tissus divers — 10 kilos tabac — 22 kilos clous — 1 lot marchandises diverses.

16 avril. — Goëlette française *Teavaroa*, de 105 ton., capitaine Teu'ira, allant aux Tuamotu avec escales à Mahaena et Tautira; 18 passagers : MM. Henderson, Nemaui, Conkling, Mervin, Kaoko, Auméran, Tefanau, Korotea, Taumata, Mmes Tahiri et 1 enfant, Tefanau et 4 enfants, Teuapa, Auméran. — Chargement : 18,000 kilos farine — 2,160 kilos biscuits de mer — 1,872 kilos conserves diverses — 880 kilos riz — 750 kilos saumon — 2,500 kilos cassonade — 282 kilos café — 181 kilos pommes de terre — 31 kilos biscuits fins — 84 kilos lait concentré — 40 kilos haricots secs — 12 litres vinaigre — 108 kilos légumes secs — 36 kilos thé — 24 kilos fruits au jus — 15 litres rhum — 24 litres huile d'olive — 15 litres vin — 54 kilos saindoux — 870 kilos peinture — 78 kilos confiture — 260 kilos orge — 1,120 kilos savon — 3,082 mètres tissus divers — 256 kilos huile de lin — 69 m. cubes 980 bois de construction — 737 kilos clous — 1,688 kilos tôle galvanisée — 50 kilos mastic — 16 kilos essence de térébenthine — 600 kilos huile de schiste — 42 kilos ligne de pêche — 294 kilos cordage — 1 lot marchandises.

16 avril. — Goëlette française *Ina*, de 68 ton., cap. Neagle, allant aux Tuamotu et aux Gambie; 5 passagers : MM. Simons, Lanzada; Mmes Lanzada, S. Carlston, Pepe. — Chargement : 8,100 kilos farine — 2,250 kilos riz — 1,215 kilos biscuits de mer — 690 kilos saumon en boîtes — 2,295 kilos conserves diverses — 1,024 kilos cassonade — 183 kilos saindoux — 80 kilos haricots — 414 litres vin — 142 litres rhum — 35 kilos confiture — 132 kilos fruits au jus — 48 kilos lait concentré — 90 kilos sel — 22 kilos sardines — 226 kilos savon — 1,044 kilos tôle galvanisée — 104 kilos cordage — 22 litres huile d'olive — 25 kilos clous — 30 m. cubes bois de construction — 600 kilos huile de schiste — 28 kilos pickles — 180 kilos huile de lin — 1,000 sacs vides — 3,068 mètres tissus divers — 1 lot marchandises diverses.

ANNONCES

OFFICE HYDRO-THERMAL GRATUIT

MARSEILLE — 72, RUE DE ROME, 72 — MARSEILLE

CONSEILS MÉDICAUX

Et tous renseignements utiles sur les stations thermales et climatiques.

Sanatoria — Maisons de santé.

Étude de M^e G. VINCENT, Notaire à Papeete (Tahiti).

Le LUNDI 20 JUIN 1904, à 2 heures de l'après-midi, il sera procédé en l'étude et par le ministère de M^e G. Vincent, notaire à Papeete, à la vente par adjudication publique

D'UN IMMEUBLE

situé à Papeete

à l'angle formé par la rue Bougainville

et le quai de la Manutention

occupé précédemment par l'hôtel du Louvre et comprenant :

1^o Une parcelle de terre de 13 ares 27 centiares, mesurant 25 m. 20 en bordure sur le quai, 16 m. 70 du côté opposé; 62 m. 65 sur la rue Bougainville et 63 m. 65 du côté opposé où elle est séparée de la Manutention par un mur en pierre;

2^o Une maison en bois ayant au rez-de-chaussée deux grandes chambres séparées par un vestibule; cinq chambres et un cabinet au premier étage.

Entrée en jouissance de suite.

Mise à prix : vingt mille francs, ci 20,000 francs

Grandes facilités de paiement.

Pour renseignements, s'adresser soit à M. le Secrétaire-Trésorier de la Caisse agricole, soit audit M^e Vincent, rédacteur et dépositaire du cahier des charges.

19

INSTITUT MÉDICAL

Marseille (Tél. 419), 72, rue de Rome.

CONSULTATIONS GRATUITES

SUR LE CHOIX D'UNE STATION THERMALE OU SANATORIALE

Répondant aux desiderata d'une clientèle nombreuse, je viens d'annexer à mon Institut un Office destiné à donner gratuitement conseils médicaux et tous renseignements utiles sur nos Stations thermales ou sanatoriales.

Cet Office, auquel j'ai attaché un médecin spécialisé dans les affections des pays chauds et celles relevant de la cure thermo-minérale ou climatique, n'est affilié à aucun établissement; il les recommande tous indistinctement dans une entière indépendance, ne s'inspirant en cela que de l'état de santé du consultant ainsi assuré d'un conseil à la fois compétent et impartial.

Docteur G. DURBEC.

"Union Steam Ship Company"
expédiera—

LE VAPEUR "TA VIUNI"

Pour Raiatea, Rarotonga et Auckland, transbordant pour Sydney et tous ports de Nouvelle-Zélande —

Vendredi, 29 avril 1904.

MAXWELL CIE.

Gérant,

Quai du Commerce